

# Service public: Les impôts se réorganisent pour retrouver le chemin de la campagne

Les services fiscaux se réorganisent. Gérald Darmanin, ministre de l'Action publique, projette l'ouverture de points d'accueil de proximité plus nombreux que les trésoreries actuelles. Objectif : remettre du service public en zone rurale. Mais plus forcément tout le temps.

Sébastien Leroy | 11/06/2019



Les syndicats parlent de repli territorial. PHOTO MATTHIEU BOTTE - VDNPQR

Comment répondre à la demande du Grand débat (<https://www.lavoixdunord.fr/tags/grand-debat-national>) de plus de proximité des services publics, notamment à la campagne et dans les quartiers défavorisés, à l'heure de la maîtrise de la dépense publique ? Pour les impôts dont il conduit la réorganisation, Gérald Darmanin (<https://www.lavoixdunord.fr/tags/gerald-darmanin>) pense avoir trouvé la parade. Finie la « *mauvaise méthode* » des fermetures pures et simples de trésoreries, parallèle à la réduction de 20 000 postes en France depuis 2008. « *Lors des deux derniers mandats, ce sont deux fois 700 trésoreries qui ont été fermées souvent en*

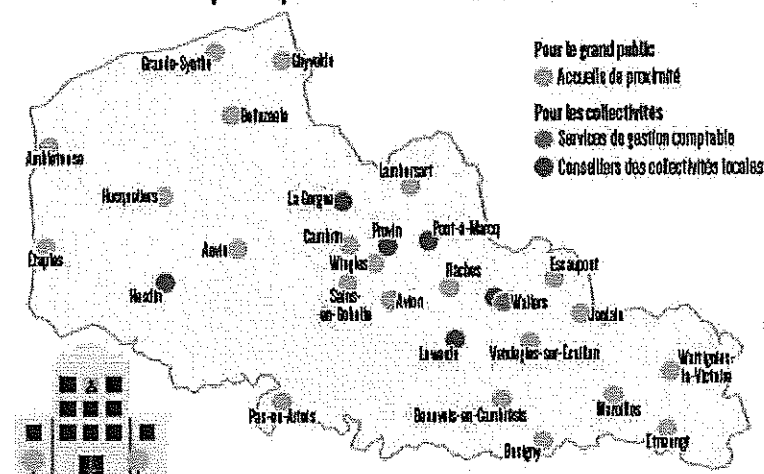
*ruralité, sans beaucoup de discussion*», observe le ministre qui tend désormais la main aux maires pour définir au plus près la future carte des « points d'accueil de proximité » du public censées d'ici 2022 prendre le relais des trésoreries classiques.

## Redéploiement

Il ne s'agit évidemment pas de créer de nouveaux postes. Plutôt de redéployer les effectifs. « *Avec le prélèvement à la source, la fin prévue de la déclaration de revenus, la suppression de la taxe d'habitation, les paiements en espèces qu'on ne fera plus en trésorerie, les métiers changent* », argue le locataire de Bercy. « *Ce sont les agents qui vont aller vers les citoyens pour répondre à leurs questions et pas l'inverse* ». Un big bang local pour le fisc.

Dans la région, le ministre parle d'une « *présence* » de la direction générale des finances publiques dans **28 communes de plus que les 118 actuelles**, dont 18 dans des communes rurales de moins de 3 500 habitants, collant au souhait d'Emmanuel Macron d'une structure par canton et à moins de 30 minutes.

### Les nouvelles communes concernées par la présence d'un service fiscal à l'horizon 2022



## Accueil sur rendez-vous

C'est sur cette base que s'engage une concertation prévue sur quatre mois entre élus et services fiscaux. Sous les cartes spectaculaires, des questions et des inquiétudes demeurent. Où précisément et à quelle fréquence seront ouverts ces fameux « accueils de proximité » ? Tous les jours ? Une fois par semaine ? Moins ? Cela reste à définir dans la fameuse concertation locale, répond Bercy. L'accueil sur rendez-vous devrait cependant devenir la norme, l'ouverture continue n'étant d'ailleurs n'est plus la règle dans bien des trésoreries de la région. « *L'extension de l'accueil sur rendez-vous améliorera la*

*réponse. Si vous avez une question d'héritage ou sur la fiscalité de la coupe du bois, vous pourrez avoir rendez-vous avec le spécialiste de la question à l'accueil de proximité. C'est plus souple et plus proche*», assure Gérald Darmanin.

Outre les actuels locaux dont dispose le fisc, les accueils de proximité pourront être hébergés dans les futures **Maisons France Service** (<https://www.lavoixdunord.fr/573666/article/2019-04-25/emmanuel-macron-annonce-la-creation-des-maisons-france-services>), préfigurées aujourd'hui par les maisons de service au public (actuellement 33 dans la région), voire dans des mairies volontaires. L'idée étant de mutualiser l'accès aux démarches CAF, Assurance maladie, Pole emploi, avec des personnels polyvalents pour les démarches simples d'information. *« Mais les questions fiscales personnelles seront toujours traitées par un agent des impôts, seul habilité à accéder à des informations couvertes par le secret fiscal »*, s'engage Gérald Darmanin.

## Élus prudents, syndicats énervés

Côté maires, on reste prudent. *« C'est un point de départ plutôt positif, mais nous attendons de voir le contenu »*, argue Nicolas Lebas, président de l'association des maires du Nord. *« Nous avons la boîte, maintenant on aimerait savoir ce qu'on met dedans »*, tempore aussi André Flajolet, son homologue du Pas-de-Calais. Ce dernier se félicite tout de même d'avoir sous les yeux *« une carte bien différente de celle qui circulait avant la crise des gilets jaunes, avec des fermetures sèches de trésoreries. Maintenant, si c'est pour avoir un point d'accueil qui fonctionne deux demi-journées par semaine au lieu de cinq jours sur sept, ça peut poser un problème »*.

Côté syndical, Solidaires Finances Publiques 62, observe non sans ironie le retour de points d'accueil là où des trésoreries ont fermé récemment, comme Étaples, Hucqueliers ou Hesdin. Et parle *« d'un repli territorial inédit et brutal »*.

Même son de cloche à la CGT Finances publiques 59 où l'on rappelle les 1 500 postes perdus dans le Nord aux impôts depuis 2003. *« Ces cartes avec plus d'implantations sont un coup de communication. On ne parle pas d'accueil continu du public, mais de permanences sur rendez-vous. La réalité, c'est que l'on va fermer les trésoreries de plein exercice. Et dès qu'il y aura une question un peu complexe, l'agent d'accueil qui n'aura pas tous les outils réorientera vers les services fiscaux qui seront situés plus loin qu'aujourd'hui »*. Le mot grève est sur toutes les lèvres...

## Un grand service de Paris du côté de Lens?

En plus des points d'accueil, la nouvelle géographie prévoit des conseillers des collectivités implantés au plus près des plus petites communes pour toute question fiscale des élus locaux. Bercy prévoit aussi un rééquilibrage des ressources humaines au profit des territoires ruraux ou en difficulté. « *Je souhaite que des services qui se trouvent dans la métropole lilloise puissent être délocalisés dans le bassin minier ou l'Avesnois* ».

Quels services ? C'est toujours en discussion précise le ministre des Comptes publics. « *Mais il y a un intérêt, notamment de la part d'agents qui veulent changer de cadre de vie, se rapprocher de leur famille...* ». Gérald Darmanin n'a pas encore tranché non plus la question du grand service de Bercy qui pourrait atterrir du côté de Lens, alors que des sources évoquent la direction générale des entreprises et ses quelque 700 agents, basés actuellement à Ivry-sur-Seine. La question n'est pas taboue pour le ministre qui rappelle le précédent de l'implantation de l'école nationale des Douanes à Tourcoing en 2003.